



DES INVESTISSEMENTS SOCIAUX AU SERVICE DU PLEIN ÉPANOUISSEMENT DE LA DIGNITÉ HUMAINE

par Giuseppe Provenzano et Andrea Ciarini

La crise et la réponse paradoxale qu'a été l'austérité, imposée aux pays les plus durement touchés, ont interrompu un processus de convergence économique et sociale qui avait à peine commencé à gommer de fortes asymétries. En Europe, l'écart s'est creusé entre les pays dits « vertueux » – qui, en dépit de la crise, disposent toujours d'une marge de manœuvre suffisante pour investir dans des politiques sociales – et les pays qui n'ont d'autre perspective que de réduire leurs dépenses et prestations sociales.

Les forces progressistes, en particulier du sud de l'Europe, doivent mener le combat de la « règle d'or » des investissements publics au sein du nouveau @Europarl_FR - Giuseppe Provenzano & Andrea Ciarini



En Italie, l'impact des mesures d'austérité a été particulièrement lourd, en particulier au niveau régional et territorial et notamment dans le sud, où la plupart des coupes dans les dépenses publiques ont été opérées.

La protection sociale italienne vit une crise majeure, sachant qu'elle souffrait déjà de sérieux problèmes auparavant. On observe surtout une différenciation interne sans égal sur la scène européenne, et une réduction quasiment sans précédent des fonds alloués aux autorités locales. Il en va de même pour les investissements dans les infrastructures sociales. Face à un véritable effondrement des investissements publics – 10 à 12 milliards d'euros de moins entre 2007 et 2017 – c'est au niveau territorial qu'ont été enregistrées les plus fortes réductions des dépenses, en conséquence de la diminution des transferts vers les autorités locales dans le cadre du rééquilibrage du budget.

Au cours des dix dernières années, les dépenses publiques pour le Mezzogiorno ont baissé de 7,5 %, alors qu'elles ont augmenté de 0,5 % dans le reste de l'Italie. Plus important encore, les investissements dans les infrastructures du sud de l'Italie représentent moins d'un cinquième du total national, contre près de la moitié dans les années 1970. En 2017, les investissements publics ont atteint un niveau historiquement bas, en particulier dans le sud. Les chiffres pourraient se révéler encore plus dramatiques pour 2018 et 2019. Cette situation génère une grande inquiétude dans le sud.

La croissance, qui ne devrait revenir aux niveaux d'avant la crise qu'en 2028, était

Comment mettre les investissements sociaux au service du plein épanouissement de la dignité humaine ?

Giuseppe Provenzano & Andrea Ciarini



déjà trop faible et totalement inadéquate pour faire face à l'urgence sociale de la pauvreté, du chômage et du désengagement des services. Aujourd'hui, avec le risque de stagnation économique en Italie, le sud pourrait retomber dans une spirale récessive susceptible d'aggraver une situation déjà dramatique.

Dans les régions du sud, les niveaux d'assistance de base ne sont pas garantis. Il n'est pas normal que moins de cinq enfants âgés de 0 à 2 ans sur cent puissent bénéficier de services de garde dans le sud, alors que dans le reste du pays, la part d'enfants profitant de ces structures est plus de trois fois plus élevée. À l'heure actuelle, dans le sud et à l'intérieur des terres, les citoyens ne peuvent pas exercer leurs droits civiques, tandis que leurs droits sociaux sont mis à mal par une machine publique incapable de canaliser les investissements, les ressources et les services pour répondre aux besoins de la population. Les investissements publics continuent de diminuer et l'actuel gouvernement passe de la folie européenne de l'austérité expansionniste à la folie italienne de l'endettement récessif pour financer les dépenses courantes, sans politique promouvant des emplois de qualité.

Mais ce problème ne concerne pas que l'Italie. La faible croissance et le manque

d'investissements sont également dus à une interprétation « rigoureuse » des traités, que l'Europe doit abandonner si elle veut lancer une dynamique de convergence entre tous les domaines politiques – la seule garantie de stabilité et de viabilité à moyen terme pour l'Union économique et monétaire.

Loin d'être conçues comme des investissements, les dépenses sociales sont à présent considérées comme légitimes (et souhaitables) pour autant qu'elles soient compatibles avec la croissance économique et de strictes contraintes budgétaires. Cette vision « orthodoxe » des dépenses sociales est en conflit avec les objectifs de l'agenda social européen, sous-tendus par une approche d'investissements sociaux (étayée par une série de mesures prises par les institutions européennes, du paquet investissements sociaux de 2012 au plus récent socle des droits sociaux).

Cette logique « orthodoxe » contraste tout particulièrement avec les besoins sociaux croissants de la population européenne, non seulement en raison de la crise, mais aussi de l'évolution démographique à laquelle tous les pays européens sont confrontés. Ces besoins recouvrent notamment les traitements de longue durée, les soins aux personnes âgées, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et les services de garde d'enfants. Il est essentiel dans ces secteurs de développer les services et les infrastructures sociales, afin de répondre à des besoins de plus en plus complexes, de soutenir une participation active au marché du travail (en particulier des femmes) et de créer de l'emploi.

Les services d'aide sociale constituent l'un des secteurs où des emplois continuent d'être créés, une tendance qui se confirme depuis plusieurs années. Selon Eurostat (base de données de l'enquête sur les forces de travail), entre 2008 et 2018, la perte d'emplois en Europe (moyenne dans l'UE des Vingt-Huit) dans le secteur manufacturier a été de 2,9 millions d'unités (avec une légère reprise ces dernières années), ce qui équivaut à une diminution de 7%. En comparaison, le nombre d'emplois créés dans le secteur des services d'aide sociale (santé humaine et travail social) a augmenté de 17% (ce qui équivaut à 3 680 millions de nouveaux emplois).

Nous nous demandons à présent comment alimenter cette croissance dans le secteur en période de contraintes budgétaires en hausse. La « règle d'or » des investissements publics sociaux (à savoir, la possibilité d'exclure du calcul du déficit/PIB les investissements dans les objectifs de l'agenda social européen) est un combat que devront mener les forces progressistes, en particulier celles du sud de l'Europe, au sein du nouveau Parlement.

Mais d'autres solutions sont nécessaires, en vue d'augmenter les ressources consacrées aux infrastructures et services sociaux, sans que cela n'affecte la dette publique. Le récent « plan Prodi sur les infrastructures sociales » est en phase avec cet objectif. Le manque d'investissements dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et des logements sociaux serait de 100 à 150 milliards d'euros par an.

L'UE a besoin d'un plan d'envergure pour promouvoir les investissements dans les infrastructures sociales, avec la contribution de fonds européens et de fonds nationaux issus de banques de développement nationales, ainsi que de capitaux patients de fonds de pension et les assurances vie. En bref, un ensemble d'investisseurs publics et privés axés sur des objectifs à long terme, dont les effets sur les services publics et sociaux permettront de répondre aux besoins de la population et de stimuler la croissance économique et l'emploi.

La solution aux problèmes structurels de l'Italie ne réside pas dans des réductions aveugles des impôts, mais bien dans la reprise d'un processus de développement. Le modèle social que nous voulons bâtir pour l'avenir doit également s'inscrire dans ce processus: du travail et des services pour garantir à tous les mêmes droits civiques et le plein épanouissement de la dignité humaine.



> AUTEUR

Giuseppe Provenzano est responsable de la recherche sur les politiques de cohésion, SVIMEZ – Association pour le développement de l'industrie dans le sud de l'Italie ; membre du comité exécutif du Parti démocrate italien, en charge de la politique de l'emploi)



> AUTEUR

Andrea Ciarini est professeur à la faculté de sciences sociales et économiques de l'Université Sapienza de Rome.